



Module 2: Cadre juridique





Objectifs de formation

Identifier les points essentiels du droit international régissant les tâches mandatées par l'ONU dans le cadre de ses missions du maintien de la paix.

Comprendre la pertinence des principales notions et des règles de droit

Comprendre ce que le cadre légal permet/oblige de faire aux soldats du maintien de la paix et ce qu'il leur interdit de faire.



Aperçu

Droit international

Le cadre juridique et politique de l'ONU

Le cadre juridique propre à la mission



Droit international



Droit international

- **Droit international des droits de l'homme(DIDH)**
- Droit international humanitaire (DIH)
- Droit international des réfugiés (DIR)
- Droit international pénal (DIP)
- Régimes juridiques régionaux



Qu'est-ce que le droit international des droits de l'homme (DIDH)?

- Créé pour protéger les droits humains fondamentaux
- Oblige les Etats à protéger et à respecter ces droits.
- Les droits humains sont universels et inaliénables.
- **DIDH s'applique**
 - En temps de paix et de guerre
 - Principalement aux Etats



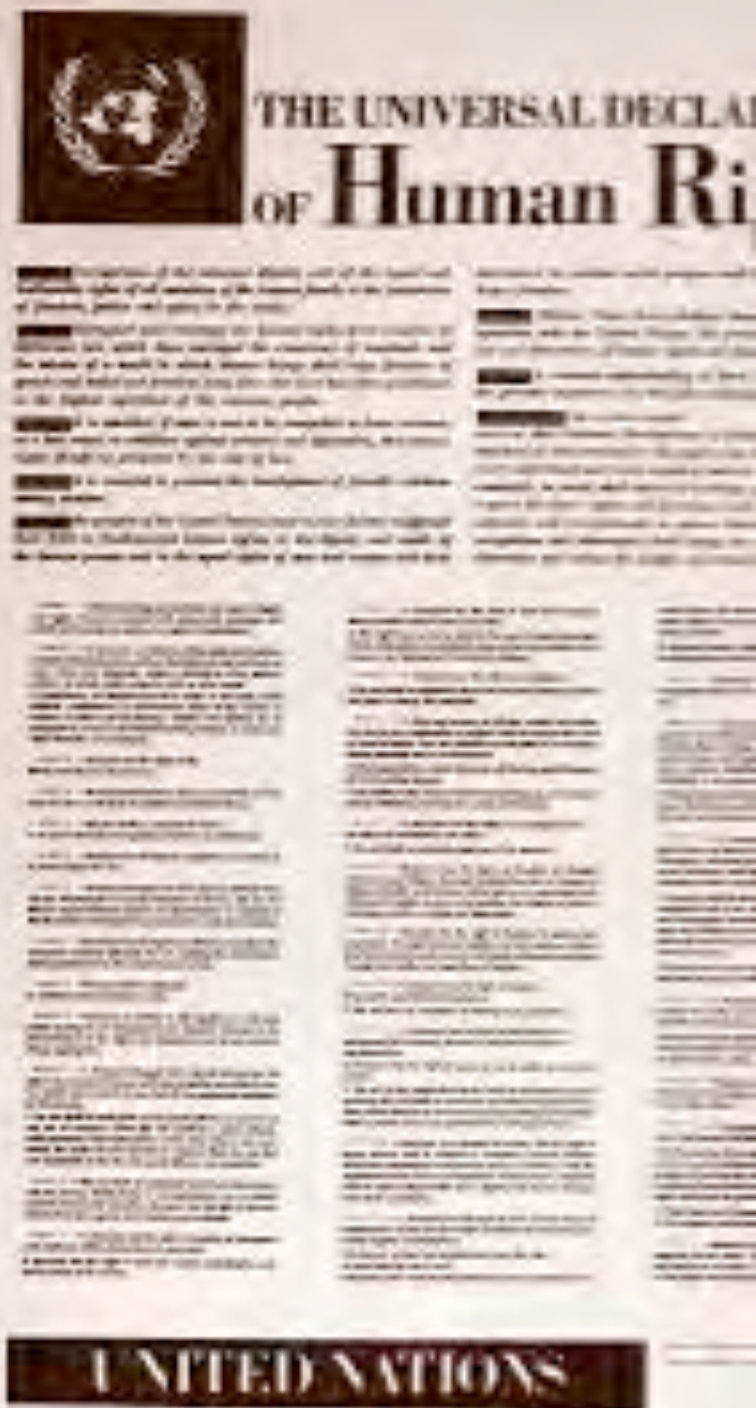


Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 1948

*“Tous les êtres humains naissent libres et
égaux en dignité et en droits.*

→ *Sans distinction aucune de*

- *Race* - *Opinion politique*
- *Couleur* - *Origine sociale*
- *Sexe* - *Fortune*
- *Langue* - *Naissance*
- *Religion* - *Ou de toute autre situation*

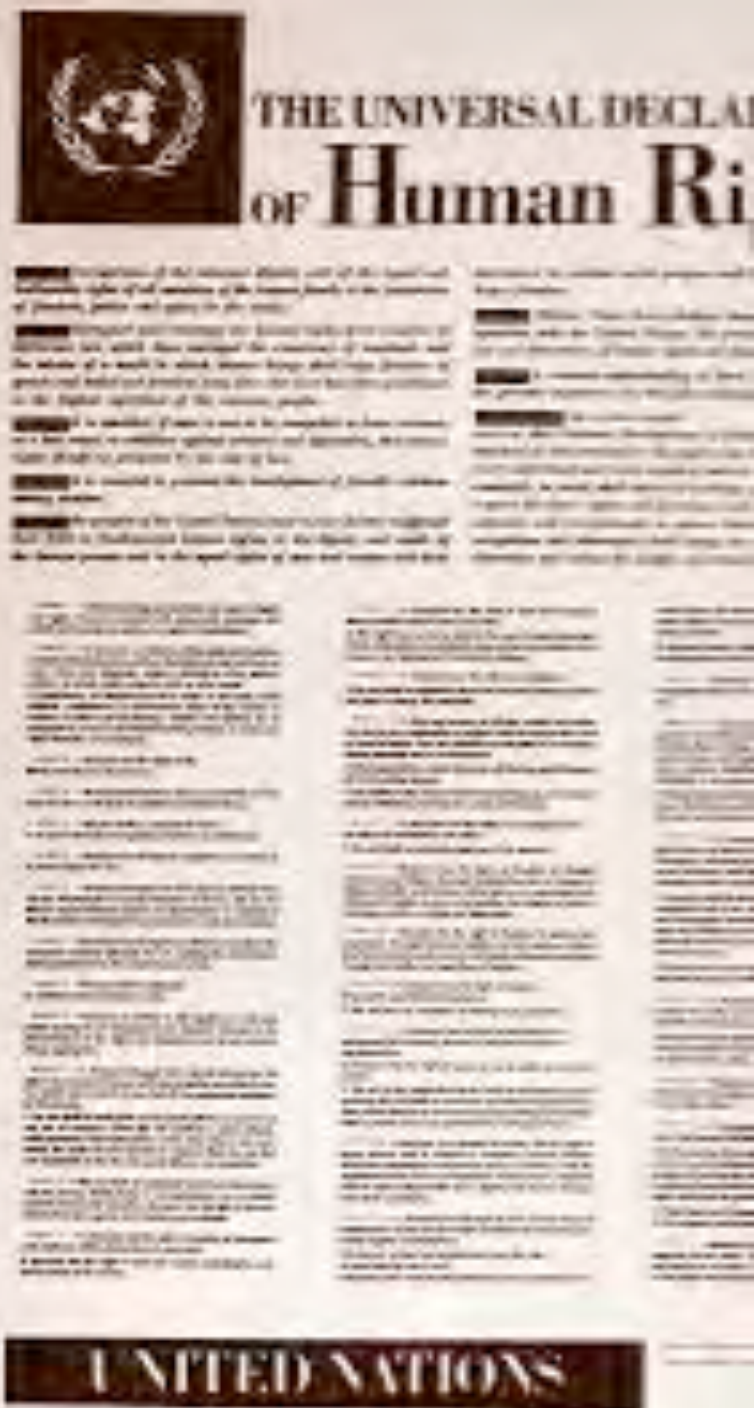




Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948

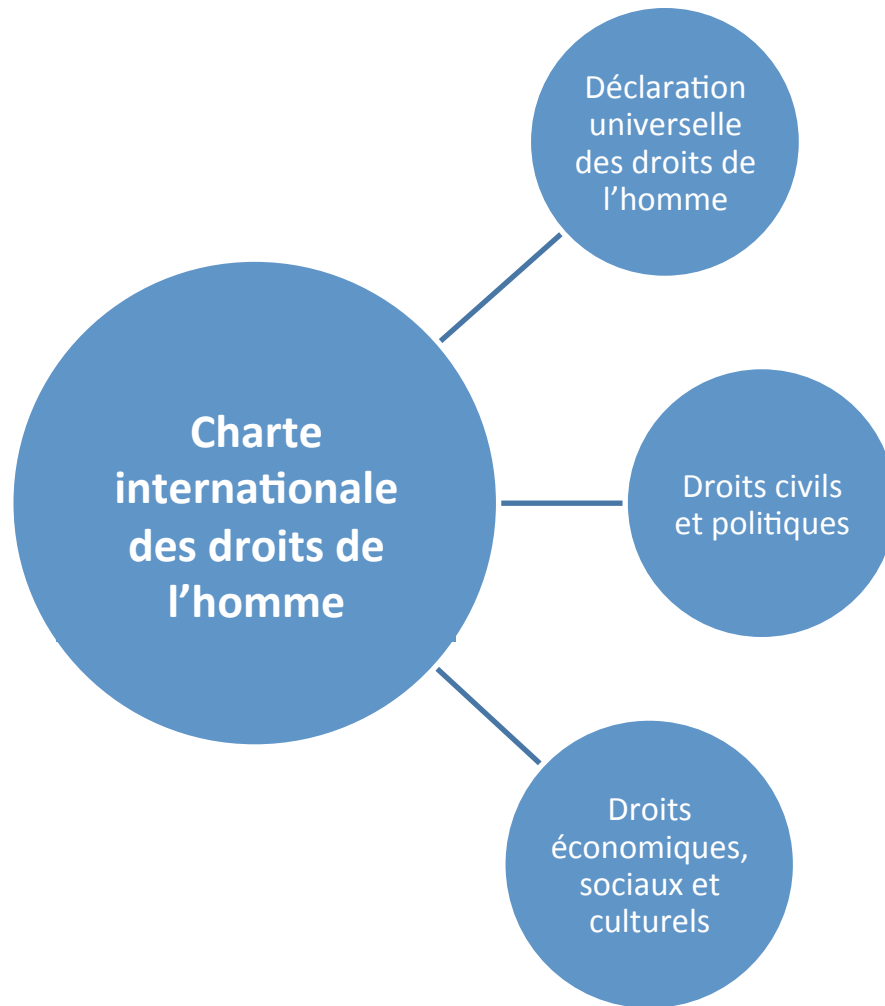
“Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.”

- Droit à la vie, à la liberté & à la sûreté de sa personne
- Interdiction de l'esclavage
- Interdiction de la torture
- Interdiction des arrestations arbitraires
- Procès équitable
- Liberté d'expression
- Liberté de circulation





Charte internationale des droits de l'homme





DIDH appliqué à la protection de l'enfant

- La convention relative aux droits de l'enfant (1989) et ses protocoles facultatifs
 - Le Traité DH le plus rapidement et largement ratifié dans l'histoire
 - Définit les droits relatif à la protection de la santé des enfants, ainsi que leur droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels
 - **Interdit une participation directe dans les hostilités des mineurs de moins de 15 ans selon la Convention, 18 ans pour le protocole facultatif.**
- Les principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés (2007)
 - Interdit le recrutement des enfants comme soldats, les protège et soutient leur libération des groupes/forces armés.



Convention relative aux droits de l'enfant

- Les droits garantis par la convention incluent:
 - La non-discrimination
 - L'intérêt supérieur de l'enfant
 - Le droit à la vie
 - La participation
- Dispositions concernant les Protocoles facultatifs
 - Pas d'enrôlement ni utilisation des enfants dans les hostilités
 - Interdiction de la vente d'enfants, de la prostitution et de la pornographie enfantine





Principes de Paris relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés

- Destinés à guider les interventions internationales
 - Prohibe le recrutement d'enfants soldats
 - Facilite leur libération et leur réintégration
 - Garantit un environnement protecteur à chaque enfant.
- Proposent des définitions et un cadre global concernant la gestion du problème des enfants associés à des groupes ou des forces armés.
- Se préoccupent de la situation particulière des filles



DIDH concernant les violences sexuelles

- La violence sexuelle à l'égard des femmes est une violation des droits humains fondamentaux
- La violence liée au genre est une forme de discrimination qui restreint considérablement la capacité des femmes de profiter des mêmes droits et libertés que les hommes.





Pourquoi les droits l'homme est important pour le maintien de la paix de l'ONU?

- Les droits de l'homme sont un pilier central de l'ONU
- Les droits de l'homme sont essentiels à la paix et à la stabilité
- Les droits de l'homme font partie intégrante du mandat et de l'organisation de chaque mission.
- Les violations des droits de l'homme peuvent être indicateurs de risque.
- Les soldats de maintien de la paix sont chargés de promouvoir et garantir la protection des droits de l'homme
- Les Casques bleus doivent être capables de reconnaître et de répondre à toute violation des droits de l'homme.



Politique de diligence voulue en matière des droits de l'homme

- L'activité du maintien de la paix doit être conforme aux principes des Nations unies.
- Les règles de PDVDH garantissent que les soldats du maintien de la paix ne soutiennent pas ou ne collaborent pas avec les organes publics des États d'accueil suspectés de violation des droits de l'homme.
- Des évaluations doivent être effectuées.



À retenir

- DIDH fait partie intégrante du cadre légal applicable aux opérations de la paix.
- Les droits de l'homme s'appliquent à tous les êtres humains. Ils ne sont pas négociables et le noyau dur de la matière ne change pas.
- Les droits de l'homme sont un pilier central de l'Organisation des Nations unies et tous les soldats du maintien de la paix sont obligés de les respecter et promouvoir.
- Les Casques bleus doivent reconnaître et répondre à toute violation et à tout abus des droits de l'homme.



Des questions?



Le droit international

- Droit international des Droits de l'Homme (LIDH)
- **Droit international humanitaire (DIH)**
- Droit international des réfugiés (DIR)
- Droit international pénal (DIP)
- Régimes juridiques régionaux



Qu'est-ce que le droit international humanitaire (DIH)?

- "Droit de la guerre"
- Définit les responsabilités des acteurs dans un conflit armé
- Fait la distinction entre les conflits armés internationaux et non-internationaux
- DIH s'applique
 - Uniquement dans les situations de conflit armé
 - A toutes les parties d'un conflit





Textes fondamentaux du DIH

- Conventions de la Haye de 1907 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre
- Conventions de Genève de 1949 et Protocoles additionnels
- Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques.





Quelles
sont les
protections
introduites
par le DIH?

- Régit la conduite des hostilités et limite les moyens utilisés dans la guerre
- Protège les personnes hors de combat



Principes fondamentaux du DIH

- Principe de distinction des civils
- Principe de proportionnalité
- Principe de nécessité militaire
- Principe d'interdiction de souffrance inutile





Protections spéciales mises en œuvre par le DIH

Personnel médical et religieux

Les membres des forces armées affectés à la protection civile

Catégories spéciales de personnes

- Les femmes
- Les enfants
- Les journalistes et les correspondants de guerre
- Les réfugiés, les apatrides et les déplacés internes
- Les soldats du maintien de la paix

Les lieux et biens spécialement protégés



DIH concernant la protection des enfants

- Les enfants ne doivent pas être la cible d'attaques
- Ont droit à une protection spéciale, à des soins et à de l'aide
- En cas de détention, doivent être placés dans des locaux séparés
- Doivent être évacués des zones assiégées ou encerclées
- Interdit le recrutement et la participation aux hostilités de tout enfant de moins de 15 ans.



DIH concernant la protection des femmes

- Les femmes sont particulièrement protégées des violences sexuelles, y compris le viol et la prostitution forcée
- Les femmes bénéficient d'une protection spéciale lorsqu'elles sont détenues





Pourquoi le DIH
est important
pour les
opérations du
maintien de la
paix de l'ONU?

- Protection spéciale pour les soldats du maintien de la paix
- DIH, est-il applicable aux Casques bleus?
- Circulaire du SG: *“Les principes et règles fondamentaux du DIH [...] sont applicables aux forces des Nations Unies lorsque, dans les situations de conflit armé, elles participent activement aux combats, dans les limites et pendant la durée de leur participation.”*



Mise en situation

- Un groupe armé au sein de votre ZDR (zone de responsabilité) mène des attaques contre des civils dans des villages isolés. Ce groupe armé vit parmi la population civile, fait partie du même groupe ethnique qu'elle, ne porte pas toujours d'uniforme ou ne porte pas toujours les armes en public.
- Vous êtes au courant que les forces de sécurité de l'Etat prévoient de lancer des opérations contre ce groupe.



À retenir

- DIH impose des moyens et des méthodes de combat et exige la protection de la population civile.
- DIH impose la façon de traiter les civils, les personnes hors de combat et les personnes détenues
- DIH exige la protection de certaines catégories de personnes (par exemple les malades et les blessés)
- Les soldats du maintien de la paix peuvent être poursuivis en justice par les tribunaux nationaux pour violations du DIH



Des questions?



Le droit international

- Droit international des Droits de l'Homme (LIDH)
- Droit international humanitaire (DIH)
- **Droit international des réfugiés (DIR)**
- Droit pénal international (DPI)
- Régimes juridiques régionaux



Qu'est-ce que le droit international des réfugiés (DIR)?

- DIR règle
 - La définition
 - Le statut
 - Les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile
- DIR s'applique
 - En temps de paix, de guerre et d'occupation
 - Principalement aux Etats





Convention relative au statut des réfugiés

Le terme réfugié s'applique à toute personne qui...

- Craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques se trouve hors du pays dont elle a la nationalité; et
- Qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui
- Si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels évènements ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.



Les droits des réfugiés

- Interdiction de discriminer du fait de la race, de la religion ou du pays d'origine.
- Interdiction d'expulsion ou de retour ("Refoulement")
- Liberté de pratiquer la religion
- Droit d'acquérir une propriété
- Accès à la justice
- Accès à l'éducation
- Assistance
- Liberté de circulation





Les personnes déplacées internes (PDI)

- Personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel
- Qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État
- Pas de corpus juridique propre aux PDI
 - Principes directeurs de 1998 relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays



Droits des PDI

Disposent des droits humains comme toute
autre personne

Après déplacement ils conservent un
grand nombre de droits

- Droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques
- Droit d'être protégés de toute violence physique
- Droit à l'éducation
- Droit à la liberté de circulation et de résidence
- Droit à l'assistance des autorités compétentes pour un retour, une réinstallation ou une réintégration volontaire dans la sécurité et dignité.
- Quand le recouvrement n'est pas possible, droit à une indemnisation équitable ou autre forme de dédommagement



Pourquoi le droit des réfugiés est important pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU?

- La plupart des missions du maintien de la paix sont mandatées pour protéger les civils – les réfugiés et les personnes déplacées sont particulièrement vulnérables.
- Les missions sont souvent chargées de contribuer au développement des conditions favorables pour un retour en toute sécurité des personnes déplacées





À retenir

- Les réfugiés sont protégés par le droit international des réfugiés, en particulier par la Convention des réfugiés de 1951
- Bien qu'il n'y ait pas d'ensemble de droit concernant les PDIs, ceux-ci sont protégés par le DIDH et par le DIH
- Le mandat PDC (protection des civils) des missions de maintien de la paix des Nations unies exige de protéger les réfugiés et les IDPs.



Des questions?



Le droit international

- Droit international des Droits de l'Homme (LIDH)
- Droit international humanitaire (DIH)
- Droit international des réfugiés (DIR)
- **Droit international pénal (DIP)**
- Régimes juridiques régionaux



Qu'est-ce que le droit international pénal (DIP)?

- Traite de la responsabilité pénale des individus pour les crimes internationaux
- Pas de définition généralement admise de crimes internationaux
- Permet la création de tribunaux internationaux pour poursuivre les responsables des plus graves crimes touchant la communauté internationale



La Cour pénale internationale (CPI)

- Créé par le Statut de Rome (1998)
opérationnelle depuis 2003
- **Enquête et, si mandaté, poursuit les individus accusés des 4 crimes principaux:**
 - Génocide
 - Crimes contre l'humanité
 - Crimes de guerre
 - Crimes d'agression





Principes fondamentaux de la CPI

- Traite les crimes les plus graves si un Etat n'a pas la volonté ni la capacité de mener l'enquête ou les poursuites
→ Principe de complémentarité
- Lutte contre l'impunité
→ Le statut officiel n'est pas pris en compte
- Mise en place d'un organe permanent et indépendant
→ Hors du système des Nations

Unies





La DIP sur la protection de l'enfant et les violences sexuelles (PEVS)

- vise à mettre fin à l'impunité pour tous les crimes internationaux, y compris ceux à l'égard des enfants
- Violences sexuelles liées aux conflits (VSLC) est un crime selon le Statut de Rome
- Crime de guerre
- Crime contre l'humanité
- Acte de génocide





Pourquoi la DIP
est important
pour les
opérations de la
paix de l'ONU ?

Selon le Statut de Rome, une personne est responsable et passible de poursuites s'il:

- Commet un crime
- Ordonne, sollicite ou encourage la commission de crime [...];
- Apporte son aide, concours ou assistance à la commission de crime [...];
- Ou y contribue de toute autre manière [...];
- S'agissant du crime de génocide, incite directement et publiquement autrui à le commettre.



Pourquoi la DIP
est important
pour les
opérations de la
paix de l'ONU ?

Les chefs militaires sont responsables des crimes commis par des forces sous leur commandement s'ils:

- Savaient ou en raison des circonstances, aurait dû savoir, que ces forces commettaient ou allaient commettre ces crimes
- ET
- N'ont pas pris toutes les mesures nécessaires et raisonnables en leur pouvoir pour en empêcher ou en réprimer l'exécution ou pour en référer aux autorités compétentes aux fins d'enquête et de poursuites



À retenir

- DIP fait partie du cadre légal du maintien de la paix.
- La CPI (ICC) juge pour les quatre principaux crimes internationaux
- En vertu du Statut de Rome, les personnes peuvent être tenues responsables de leurs actes
- Les chefs militaires sont responsables des actes de leurs subordonnés



Des questions?



Le droit international

- Droit international des droits de l'homme (DIDH)
- Droit international humanitaire (DIH)
- Droit international des réfugiés (DIR)
- Droit international pénal (DPI)
- **Régimes juridiques régionaux**



Régimes Juridiques Régionaux

S'ajoutent aux normes du droit international

Les Etats signataires sont liés par les traités et les conventions et sont sujets à des mécanismes de surveillance régionaux

S'appliquent aux missions de maintien de la paix lorsqu'elles sont déployées dans lesdites régions

Se concentrent sur les droits de l'homme et les droits des réfugiés/PDIs



Des questions?



Aperçu

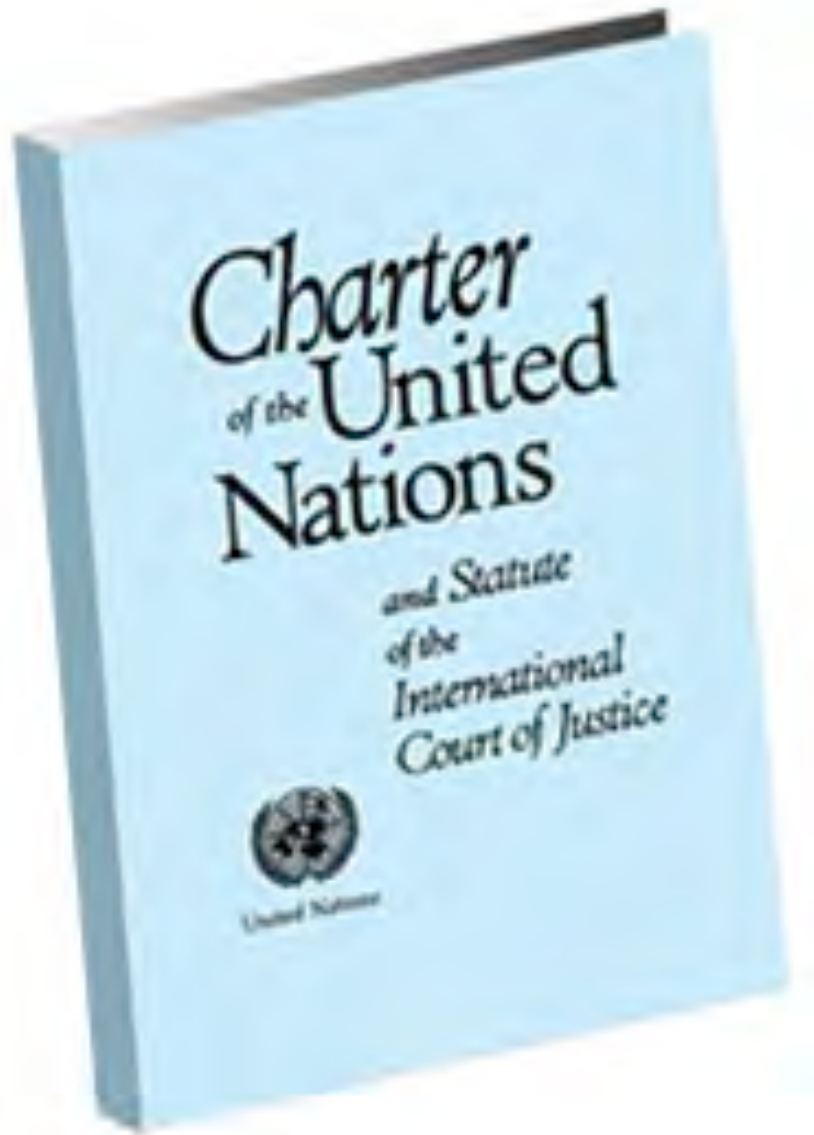
Le droit international

Le cadre juridique et politique de l'ONU

Le cadre juridique spécifique à la mission



Cadre juridique et politique de l'ONU

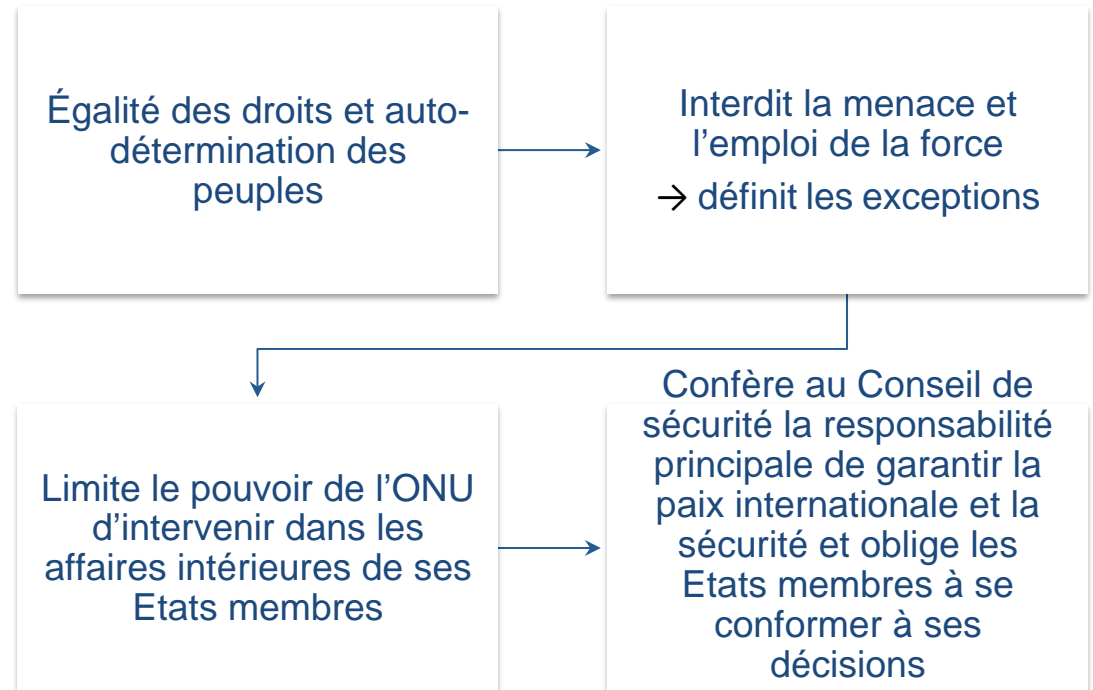


Qu'est-ce que la Charte des Nations unies?

- Création de l'ONU pour « préserver les générations futures du fléau de la guerre »
- Fondement pour tous les travaux sous l'égide des Nations unies
- Ne mentionne pas spécifiquement le maintien de la paix mais fournit les bases légales pour le déploiement de missions sous les chapitres VI, VII et VIII



Que dit la Charte des Nations unies?





Convention sur les privilèges et les Immunités

- Reconnaît à l'ONU la personnalité juridique dans les systèmes de ses Etats membres.
- Accorde à l'ONU l'immunité de toute juridiction.
- **Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité dans tous les cas où cette immunité empêcherait que justice soit faite, sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation**
 - Les privilèges et les immunités ne protègent pas les soldats du maintien de la paix de leur responsabilité individuelle



Accord avec les Etats d'accueil

Accord sur le statut des forces et accord sur le statut de la mission (SOFA/SOMA) sont des accords juridiques sur mesure entre l'ONU et un pays hôte.

- Encadrement des privilèges et des immunités pour la mission de l'ONU et de son personnel (immunité fonctionnelle)
- Encadrement de la mise en œuvre des lois de l'Etat hôte
- Autres dispositions essentielles incluent habituellement une exemption des droits de douane/d'accises et des exigences en matière de visa



Accord avec l'Etat d'origine

- Protocole d'accord avec les pays fournissant de contingents ou de personnel de police (TCC/PCC MoU)
 - Accord juridique entre l'ONU et T/PCCs
 - Régit les questions financiers et administratifs
 - Base juridique pour le transfert d'autorité de commandement et de contrôle
 - Code de conduite et obligations relatives à l'exploitation et les atteintes sexuelles (EAS)
- Règle générale: l'Etat d'envoie exerce le pouvoir disciplinaire et la juridiction pénale à l'égard du personnel militaire.



TEN RULES CODE OF PERSONAL CONDUCT FOR BLUE HELMETS

- 1** Dress, think, talk, act and behave in a manner befitting the dignity of a disciplined, caring, considerate, mature, respected and trusted soldier, displaying the highest integrity and impartiality. Have pride in your position as a peace-keeper and do not abuse or misuse your authority.
- 2** Respect the law of the land of the host country, their local culture, traditions, customs and practices.
- 3** Treat the inhabitants of the host country with respect, courtesy and consideration. You are there as a guest to help them and in so doing will be welcomed with admiration. Neither solicit or accept any material reward, honor or gift.
- 4** Do not indulge in immoral acts of sexual, physical or psychological abuse or exploitation of the local population or United Nations staff, especially women and children.

Code de conduite

- Principes essentielles régissant la règles de conduite des Casques bleus
- La version intégrale du T/PCC MoU requiert une reconnaissance par l'Etat
- Version abrégée « Code de conduite du Casque bleu - Dix règles » est disponible



Cadre d'orientation DPKO-DFS

- La conformité avec les règles DPKO-DFS est obligatoire pour tous les soldats du maintien de la paix
- Exemples de règles:
 - Politique générale relative aux droits de l'homme dans les opérations de paix et les missions politiques des Nations Unies (2011)
 - PDC dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU (2015)
 - La protection de l'enfant dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU (2017)
 - Recours à la force par les composantes militaires (2017)
 - La prévention et la réponse aux violences sexuelles liées aux conflits



À retenir

- La charte de l'ONU est la base pour toutes les activités de l'organisation
- Les privilèges et les immunités accordés à l'ONU ne signifient pas l'impunité pour les soldats de maintien de la paix
- Les Casques bleus doivent respecter les lois de l'Etat hôte et celles de l'Etat d'origine
- Le respect des règles de l'ONU est obligatoire pour tous les soldats de maintien de la paix



Des questions?



Aperçu

Droit international

Le Cadre juridique et politique de l'ONU

Le Cadre juridique spécifique à la mission



Cadre juridique spécifique à la mission



Cadre juridique opérationnel

- Mandat du Conseil de sécurité
- Concept de la mission
- Concept des opérations (CONOPS)
- Règles d'engagement (ROE) et directives concernant l'emploi de la force (DUF)
- Accord sur le statut des forces (SOFA)
- T/PCC Protocole d'accord– Code de conduite



Mandat du Conseil de sécurité

- Base juridique prédominante pour le déploiement de toute mission
- Décrit les tâches et les responsabilités que le Conseil de sécurité souhaite mettre en place pour la réalisation d'une mission
- Inclut l'effectif autorisé du personnel en uniforme



La PDC dans les termes du mandat

UNSCR 2295 (2016):

- Autorise la MINUSMA à utiliser tous les moyens nécessaires pour accomplir son mandat, dans les limites de ses capacités et dans ses zones de déploiement
- Assurer, sans préjudice de la responsabilité première des autorités maliennes, la protection des civils menacés de violences physiques
- Assurer une protection particulière aux femmes et aux enfants touchés par le conflit armé, notamment en déployant des conseillers pour la protection des enfants et des conseillers pour la protection des femmes, et répondre aux besoins des victimes de violences sexuelles et sexistes commises en période de conflit armé.



Les termes du mandat “Toutes actions nécessaires”

- **Autorisation de prendre toutes les mesures**, y compris recours à la force meurtrière (en dernier recours) pour protéger les civils sous la menace
- Comprend l’action militaire, civile et policière





Les termes du mandat "dans les capacités"

- Reconnaissent les contraintes des ressources actuelles
- Nécessité d'utiliser les ressources selon priorités
- Décisions basées sur des analyses approfondies et une organisation coordonnée
- Toute lacune de capacité doit être portée à l'attention des hautes responsables de la mission



Dans les
termes du
mandat
"sans
préjudice..."

- Le gouvernement hôte est le principal responsable de la protection des civils
- Il est envisageable que le gouvernement hôte ne soit pas en mesure ou volontaire de protéger ses civils
- Les forces du gouvernement hôte peuvent eux-mêmes constituer une menace pour les civils
 - Les soldats du maintien de la paix sont autorisés à agir pour protéger les civils contre les forces du gouvernement hôte le cas échéant



Les termes du mandat “protection particulière aux”

- Reconnaissance de l'importance de prise en compte des besoins de protection particuliers des femmes et des enfants
- Le Conseil de sécurité peut demander le déploiement des conseillers pour la protection des enfants et des conseillers pour la protection des femmes



GUIDELINES

FOR THE DEVELOPMENT OF RULES OF ENGAGEMENT (ROE) FOR UNITED NATIONS PEACEKEEPING OPERATIONS

**DEPARTMENT OF PEACEKEEPING OPERATIONS
MILITARY DIVISION**

ROE & DUF

- Guide en matière du recours à la force
- Le guide comprend le recours à la force en cas de: légitime défense, défense du personnel de l'ONU, des installations et de la propriété et pour la défense du mandat
- Guide sur le recours à la force non-armée, sur la détention, la perquisition et la saisie
- Règles d'utilisation des armes
- Responsabilité du commandement



Les principes du recours à la force

- Progressif
- En dernier recours
- Nécessité
- Proportionnalité
- Légalité
- Responsabilité





Conséquences en cas d'inaction

- Décès ou dégâts qui auraient pu être évités
- Manquement aux ordres peut être considéré comme désobéissance
- Rapatriement de commandants ou de contingents entiers en cas d'atteinte à la réputation nationale

→ L'inaction N'EST PAS une option



Assistance juridique offerte

Demander conseil ou un
éclaircissement au
conseiller juridique de
l'unité

S'adresser aux officiers
commandants/aux
experts civils/aux
juristes de la force

S'adresser au conseiller
juridique de l'ONU par
l'intermédiaire des
hauts responsables de la
mission

S'adresser au Siège de
l'ONU et au Bureau du
Conseiller juridique



À retenir

- Le cadre juridique spécifique à la mission prend en compte l'environnement opérationnel et décrit en détails ce que l'on attend de la mission
- Le mandat du Conseil de sécurité établie une mission et lui attribue ses tâches
- ROE et DUF déterminent les aspects fondamentaux des activités des missions de la paix, dont le recours à la force



Des questions?

Module 2:
Cadre
juridique -
Synthèse





Module 2 – Conclusions

- Les cadres juridiques forment une base légale des droits de l'homme, DIH et plus généralement les opérations de maintien de la paix.
- Le droit international offre une protection particulière aux groupes vulnérables (femmes, enfants, réfugiés...).
- Les soldats du maintien de la paix doivent surveiller et signaler toute violation des droits de l'homme et DIH.
- Les soldats du maintien de la paix peuvent être tenus pour responsables des violations de droit.
- S'adresser aux commandants supérieurs, à l'officier juriste militaire, au conseiller PDC, ou au juriste civil pour demander des précisions.